

SOMMAIRE

La dette agricole demeure un problème structurel majeur pour les agriculteurs canadiens. L'encours de la dette des producteurs agricoles demeure supérieur à 22 milliards de dollars, soit une faible diminution par rapport au niveau record de 23,2 milliards de dollars atteint en 1987.

Le Comité permanent de l'agriculture constate que la situation financière agricole s'est légèrement améliorée depuis la publication, en 1988, de son rapport intitulé *Le problème de 22 milliards de dollars : Solutions possibles de restructuration de la dette agricole*. Néanmoins, la persistance du problème de la dette est particulièrement frappante lorsqu'on la compare aux États-Unis, où la dette agricole globale a diminué de 40 p. 100 au cours des années 80.

La présente étude a pour but de mettre à jour le rapport antérieur du Comité sur la dette agricole. Elle porte sur le niveau actuel de la dette agricole et sur les facteurs qui maintiennent la dette à ce niveau; elle cherche également à prévoir les effets possibles de la conjoncture économique future sur l'endettement agricole et les conséquences de la dette pour les agriculteurs.

Les caractéristiques de la dette agricole exposées au chapitre II aident à mieux comprendre pourquoi la dette demeure à son niveau actuel. Ainsi, elle est restée élevée au Canada à cause essentiellement de la propension des prêteurs, tant privés que gouvernementaux, à refinancer la dette en souffrance ou impayée. Si les taux d'intérêt du marché ont été généralement supérieurs au Canada, les taux d'intérêt effectivement payés ont été inférieurs à ceux des États-Unis, non seulement grâce aux bonifications directes d'intérêt, mais aussi parce que le coût des intérêts impayés a été amorti dans de nouveaux prêts. Par exemple, on estime que près de 5 milliards de dollars de frais d'intérêt impayés ont été refinancés depuis 1975. Notre étude indique que ce chiffre correspond au montant de la dette excédentaire ou de la dette non remboursable. Les données montrent que le niveau artificiellement élevé de la dette et de la valeur immobilière des exploitations agricoles canadiennes est en partie attribuable aux politiques antérieures de soutien du revenu et de crédit.

La répartition régionale de la dette agricole, dont il est question au chapitre III, montre que la dette moyenne par exploitation a augmenté dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et au Manitoba. L'Alberta, notamment, domine toutes les provinces au chapitre de la dette moyenne par exploitation.